

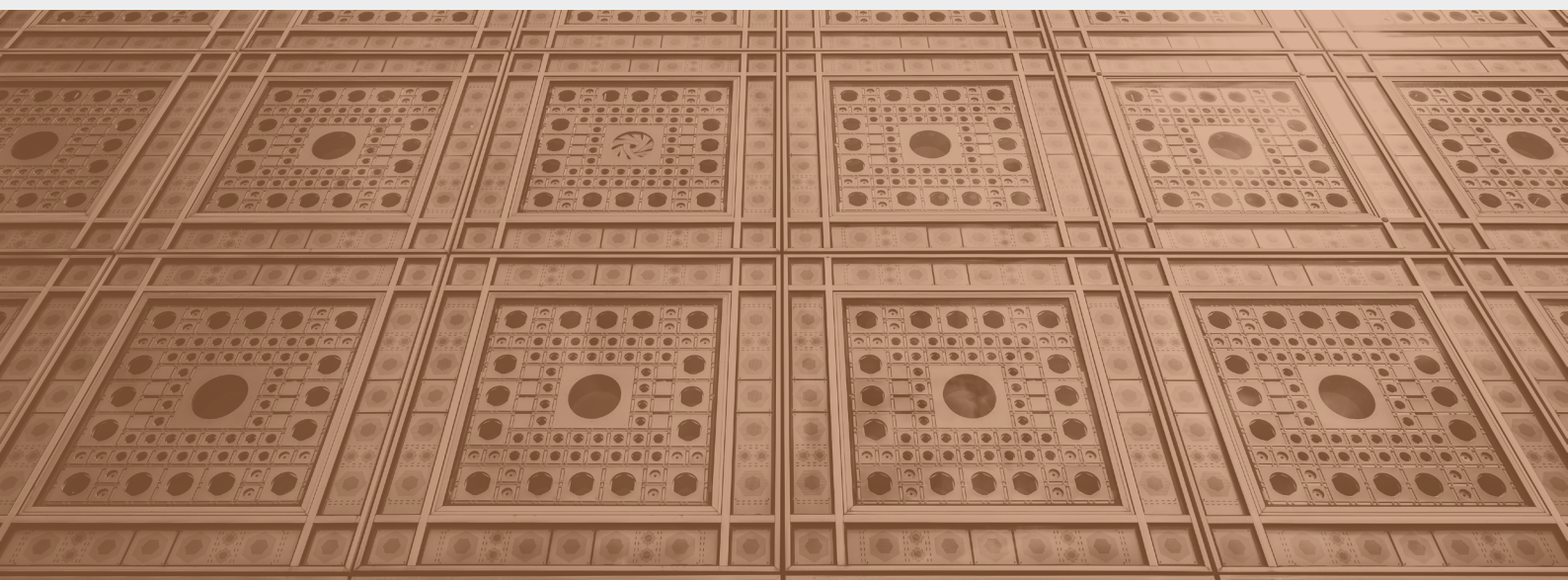


OBSERVATOIRE du Maghreb

LE MAGHREB : UN FORT POTENTIEL GÉOSTRATÉGIQUE ET DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Brahim Oumansour / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire du Maghreb

Novembre 2022



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Brahim Oumansour / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire du Maghreb

Brahim Oumansour est chercheur associé à l'IRIS. Il y dirige l'Observatoire du Maghreb. Il est enseignant au sein des formations en Défense, sécurité et gestion de crise et Géopolitique et prospective d'IRIS Sup', ainsi qu'au sein de l'école SUPii Mécavenir.

Ses recherches portent principalement sur le Maghreb ainsi que sur la politique étrangère des États-Unis en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, visant à décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

En 1989, les cinq pays du Maghreb, à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, fondaient l'Union du Maghreb arabe dans le but de promouvoir la coopération et l'intégration d'un marché commun. Toutefois, bien que l'intégration économique présente d'énormes avantages pour le développement de ces pays, ce projet est resté en suspens en raison notamment de tensions spécifiques et de la rivalité entre Alger et Rabat, parmi tant d'autres obstacles. Depuis leur indépendance, ces pays ont fait d'importants progrès comparés au reste du continent africain : une population de plus en plus éduquée dont l'espérance de vie¹ passe d'environ 45 ans en moyenne à plus de 76 ans en Algérie, au Maroc et en Tunisie, 72 ans en Libye et 65 ans en Mauritanie. Toutefois, quoique considérables, ces progrès restent insuffisants.

Les pays du Maghreb observent des dynamiques économiques et sociales différentes, mais ils partagent les mêmes défis avec, au premier rang, la fragilité économique et un taux de chômage très élevé, avoisinant les 30% en moyenne chez les jeunes. À cela s'ajoutent d'autres fléaux comme les tensions politiques et la corruption qui engendrent souvent des crises politiques internes. Pourtant, le Maghreb dispose d'un fort potentiel humain, géostratégique et économique qui lui donne des atouts indéniables. Zone sensible et stratégique, le Maghreb s'étend sur un territoire de plus de 6 millions de km² et compte environ 104 millions d'habitants. Situé au carrefour de l'Afrique, de l'Europe et du Proche-Orient, son territoire regorge de ressources naturelles : pétrole, gaz, phosphates et autres richesses, qui lui donnent une importance géostratégique considérable et ouvrent la voie à des perspectives de développement et de coopération.

Le Maghreb est ainsi courtisé par les puissances mondiales et régionales : il constitue une porte vers l'Afrique ; sa proximité géographique avec l'Europe occidentale lui donne accès à l'un des trois principaux acteurs mondiaux du commerce international². D'autant plus qu'Alger et Rabat développent parallèlement deux projets de corridors routiers : l'axe Tanger/Nouakchott/Dakar et l'axe Tunis/Alger/Lagos, visant à relier l'Afrique subsaharienne aux ports maghrébins en Méditerranée. Dans l'absence d'un Maghreb unifié, les pays membres privilégient des relations bilatérales, en particulier avec les partenaires européens, la coopération européenne avec les pays du Maghreb s'étant construite dans la continuité des relations issues de l'indépendance des pays du Sud avec leurs anciens colonisateurs.

DE MULTIPLES INITIATIVES DE COOPÉRATION NORD/SUD

Pour les pays des deux rives de la Méditerranée, la volonté de renforcer la coopération Nord-Sud s'est soldée par le Partenariat Euro-Méditerranéen issu de la Déclaration de Barcelone signée le 28 novembre 1995, entre l'Union européenne et 12 pays méditerranéens (Algérie, Chypre, Égypte, Israël,

¹ « Classement des États d'Afrique par espérance de vie », Atlasocio.com, mis à jour le 01/01/2020 : https://atlasocio.com/classements/sante/vie/classement-etats-par-espérance-de-vie-afrique.php#google_vignette

² « Faits et chiffres sur l'Union européenne », Site web officiel de l'Union européenne : https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/key-facts-and-figures/economy_fr

Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Turquie). Elle inclut un dialogue politique et une coopération économique et sécuritaire. Depuis, plusieurs accords d'association ont vu le jour, reposant sur des partenariats bilatéraux avec les pays du Maghreb : Tunisie (1995), Maroc (1996), Algérie (2005). La Mauritanie est signataire de l'Accord de Cotonou³ en 2000 et de l'Accord de partenariat économique (APE) reliant l'Union européenne aux pays de l'Afrique de l'Ouest. En 2008, un partenariat élargi est lancé à l'initiative du président français, Nicolas Sarkozy, sous le nom de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Le Maroc est le premier partenaire commercial de l'UE parmi les pays de la région, avec un volume des échanges qui s'est élevé à 35,2 milliards d'euros en 2020 : une coopération facilitée par une politique de libéralisation plus poussée de la part de Rabat, comparée à ses voisins, induisant l'ouverture du marché marocain dans les secteurs agricole, industriel et halieutique.

Parallèlement, a été créé un partenariat multilatéral et restreint regroupant les cinq pays maghrébins et les cinq pays de la rive nord de la Méditerranée (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal). L'initiative 5 + 5 constitue un cadre de dialogue plus souple et informel axé principalement sur les questions sécuritaires. Ce dialogue est fortifié grâce à la proximité géographique et les défis communs, comme la question migratoire et la menace terroriste, qui rendent la coopération indispensable. En revanche, si le passé colonial a permis à des pays comme la France, l'Espagne et l'Italie de tisser des liens privilégiés avec leur anciennes colonies, des obstacles surviennent et rendent la relation tendue et compliquée entre tel ou tel pays, comme lors du coup d'État de 2008 en Mauritanie, des soulèvements de 2011, ou avec la rivalité entre l'Algérie et le Maroc sur le dossier du Sahara occidental qui déborde aujourd'hui et crée des tensions entre Alger et Madrid, par exemple.

DES JEUX D'INFLUENCE EN RECOMPOSITION

De plus, l'Europe occidentale est en perte d'influence au Maghreb et en Afrique en général, en raison des évolutions géopolitiques et l'entrée en jeu des puissances mondiales et régionales qui imposent une nouvelle configuration. Ainsi, la Chine a su développer des partenariats dans plusieurs secteurs avec les pays du Maghreb, les inscrivant dans sa stratégie globale des nouvelles routes de la soie. L'Algérie, partenaire historique de Pékin, occupe une place privilégiée dans les relations sino-maghrébines. La Chine est le deuxième fournisseur d'armes de l'Algérie (13%), loin derrière la Russie (67%), mais aussi son premier partenaire commercial, avec une part de marché de 16%, devant la France (10,6%). La Chine ne cesse d'accroître sa coopération avec les autres pays maghrébins, Maroc, Mauritanie et Tunisie, dans le BTP, les secteurs industriels et énergétiques.

La Turquie accroît également son influence au Maghreb. Ankara s'impose comme acteur incontournable en Libye, par sa présence militaire au côté du Gouvernement d'unité nationale face

³ Accord de Cotonou signé entre l'UE, d'une part, et les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part.

au camp de l'Est soutenu par l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Russie et la France. Elle a développé une diplomatie économique très active visant les autres pays de la région. Plusieurs centaines d'entreprises turques sont implantées principalement sur les trois pays centraux, Algérie, Maroc et Tunisie, dans les domaines énergétique, agroalimentaire, BTP et textile.

Ces investissements étrangers sont aujourd'hui fortement encouragés par les États maghrébins qui cherchent à redynamiser leur économie et diversifier leurs partenaires après quelques années de récession, accentuée par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Ces deux dernières ont révélé les fragilités structurelles dont souffrent les pays du Maghreb, telles que la dépendance à l'exportation de produits de base et aux fluctuations du marché mondial. Cela offre à l'UE la chance de renforcer son partenariat économique avec le Maghreb, au moment où les Européens mettent sur la table la question de la relocalisation de certaines industries stratégiques de Chine vers l'Europe et les pays voisins. Prise au piège par la dépendance à la production chinoise pendant le confinement planétaire imposé par la crise sanitaire, l'Europe veut en tirer des leçons et revoir sa politique industrielle après plusieurs années de délocalisation vers la Chine et de sous-traitance par des sociétés chinoises et asiatiques en général, de produits pharmaceutiques ou industriels.

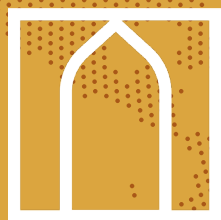
VERS UNE STRATÉGIE DE RELOCALISATION

Dans sa stratégie de relocalisation, le Maghreb offre plusieurs atouts lui permettant de devenir un hub industriel pour l'Europe. Malgré les tensions intermaghrébines, en l'occurrence la rivalité entre Alger et Rabat, le Maghreb reste une région stable, excepté la Libye. La main d'œuvre maghrébine est très qualifiée et travaille à moindre coût. La proximité géographique permettrait aussi aux entreprises de réduire le temps et le coût du transport de la marchandise⁴. Ainsi, un conteneur qui coûterait environ 10 000 dollars pour un trajet Chine-Europe pourrait coûter 5 à 6 fois moins cher s'il partait des ports maghrébins, d'autant que la crise énergétique actuelle risque d'induire une inflation sur le long terme.

L'argument est aussi écologique : au moment où les pays s'engagent à limiter les émissions de CO₂, écourter la distance du fret réduirait drastiquement la pollution, sachant qu'un paquebot émet en CO₂ l'équivalent de cinq millions de véhicules pour le même trajet.

⁴ « Le prix du fret maritime chute », Zonebourse.com, 29/06/2022 : <https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Le-Graph-du-Jour-Le-prix-du-fret-maritime-chute--40679629/>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.